

## 2 Politique

## Situation des étudiants boursiers gabonais en France

### L'ambassadeur rassure



L'ambassadeur du Gabon, Flavien Enongoue, échangeant avec une délégation d'étudiants gabonais boursiers en France.



Le chef de la mission diplomatique et les étudiants au terme de leurs échanges.

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**Samedi dernier, l'ambassadeur haut représentant du Gabon en France, Flavien Enongoue, a échangé avec une délégation du bureau du Collectif des étudiants boursiers gabonais dans l'Hexagone, conduite par son président Yebe Kombila. Les étudiants ont reçu toutes les garanties quant au paiement de leurs bourses et autres accessoires d'allocations d'études.**

LES étudiants gabonais boursiers de France vont continuer à bénéficier de leurs allocations d'études. C'est l'ambassadeur, haut représentant du Gabon en France, Flavien Enongoue qui l'a assuré aux jeunes compatriotes regroupés au sein du Collectif des étudiants boursiers gabonais en France. Au sortir d'une séance de travail qu'il a eue avec ces derniers à la chancellerie de Paris samedi écoulé.

Ainsi, tout en portant ses doléances, le bureau du collectif, conduit par Yebe Kombila, étudiant à l'uni-

versité de Paris-Sorbonne, a fait une analyse exhaustive de la situation consécutive au retard de paiement des bourses des étudiants dans l'Hexagone. Faisant notamment part au Haut représentant du Gabon en France des problèmes pratiques engendrés par lesdits retards dans le bon déroulement de leur scolarité et leur vie au quotidien dans ce pays d'Europe.

En réponse, Flavien Enongoue, prenant la mesure de cette situation difficile, a tenu tout d'abord, à donner des informations précises

à ses jeunes interlocuteurs. Des précisions tant sur les raisons techniques que les efforts de l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG) pour en sortir. Dans cette optique, l'ambassadeur du Gabon a confirmé, au cours de cette séance de travail, la mise à disposition de campus France, depuis la fin du mois de décembre 2017, d'une somme de neuf cent vingt mille euros (920 000 euros), soit six cent trois millions (603 000 000) francs CFA ayant permis le règlement à la mi-janvier 2018, au titre des arriérés

des mois de novembre et décembre de l'année dernière.

Tout comme, il a annoncé aux étudiants, la disponibilité récente d'un montant d'un million neuf cent soixante et onze mille euros (1 971 000 euros) soit un milliard trois cents millions de F.CFA afin de permettre à Campus France de procéder, selon le calendrier réglementaire, au paiement des mois de janvier et février 2018, ainsi que certaines charges d'allocations d'études.

Par ailleurs, si les repré-

sentants des étudiants ont salué ces efforts, ils ont émis le vœu de fermer définitivement la parenthèse des difficultés encourues ces trois derniers mois. De son côté, l'ambassadeur Flavien Enongoue a conclu en les assurant de relayer, auprès des plus hautes autorités du pays, leurs préoccupations. Et d'encourager ces jeunes gabonais à « donner le meilleur d'eux-mêmes pour la réussite de leur séjour académique en France ».

## Opposition/ Au terme du 2e congrès ordinaire de l'UDL

### Et voilà le RPR !

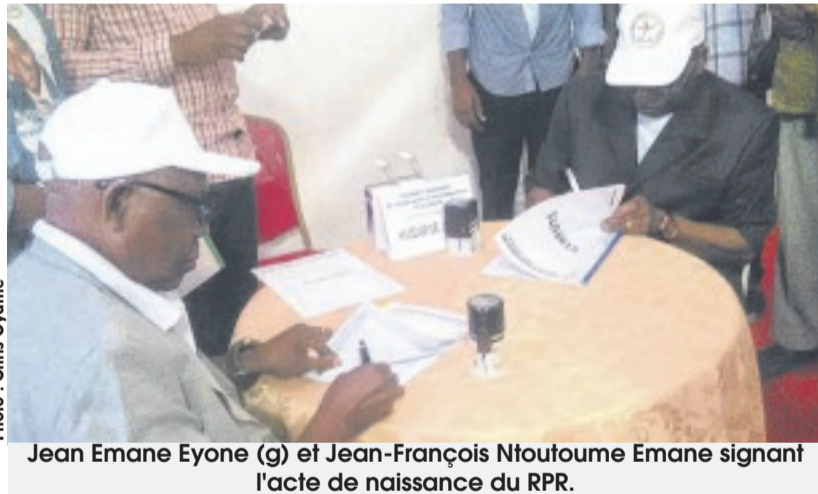
C.O.

Libreville/Gabon

**Né de la fusion entre le Mouvement patriotique et démocratique pour la re-fondation et l'Union pour le développement et la liberté, le Rassemblement des patriotes républicains est présidé par Jean-François Ntoutoume Emame.**

L'UNION pour le développement et la liberté (UDL), formation politique créée par l'ancien maire de Makokou, Jean-François Ekwaghe Mba, a tenu son deuxième congrès ordinaire, samedi dernier, à la résidence du président du Mouvement patriotique et démocratique pour la re-fondation (MPDR), Jean-François Ntoutoume Emame, sis au quartier Lalala, dans le 5e arrondissement de la commune de Libreville. En présence de nombreux militants de l'UDL et du MPDR.

A l'issue de ces assises, les deux formations politiques ont décidé de fusionner pour donner naissance au Rassemblement des patriotes républicains (RPR) dont la présidence a échu à l'ancien maire de la commune de Libreville. A l'ouverture des travaux, le vice-président sortant de



Jean Emame Eyone (g) et Jean-François Ntoutoume Emame signant l'acte de naissance du RPR.



Le vice-président de l'UDL, Jean Emame Eyone, installant Jean-François Ntoutoume Emame comme président du RPR...



... en présence de nombreux congressistes venus des quatre coins du pays.

l'UDL, Jean Emame Eyone, a retracé l'histoire de son parti politique dont les ambitions, a-t-il laissé entendre, étaient de conquérir et de gérer le pouvoir dans le but d'ériger une société

égalitaire, généreuse et solidaire. Dans cette optique, a-t-il relevé, l'UDL avait géré la mairie de Makokou, participé à plusieurs rencontres nationales et internationales portant, entre

autres, sur la défense, la promotion de la démocratie et de l'État de droit. Avant de traverser une zone de turbulences, marquée par une éclipse quasi-totale de la scène politique nationale.

C'est fort de ces expériences, a-t-il reconnu, qu'aujourd'hui, ils ont pris la décision de changer la dénomination du parti, « afin de favoriser son envol vers les cieux de la renaissance,

du dynamisme, de la cohésion sociale, de la promotion de la paix et du développement tous azimuts pour un Gabon compétitif ». Et Jean Emame Eyone de préciser : « Jean-François Ntoutoume Emame et Jean-François Ekwaghe Mba étaient très proches. Le premier encourageait, finançait et encadrait le parti de son jeune frère. Le second s'abreuvait de sagesse, de conseils et respectait son aîné. Vous comprenez alors, qu'un lien affectif et de reconnaissance lie l'UDL à Lalala. La tenue de ces assises marque ainsi le retour de l'UDL au sein de sa maison-mère ».

Au terme de son installation dans son fauteuil de leader du RPR, Jean-François Ntoutoume Emame s'est réjoui de la naissance de cette nouvelle écurie politique. Laquelle, a-t-il laissé entendre, devrait effectuer sa première sortie officielle à Makokou afin de rendre un hommage mérité "à son petit frère". Non sans avoir évoqué, avec un brin d'ironie, la mésaventure qu'il a vécue, il y a quelques semaines, avec le leader du Front démocratique et culturel (FDC), Quentin Ben Mongaryas. Laquelle, on s'en souvient, avait débouché sur l'échec de fusion entre son MPDR et le FDC.